

COMPTES RENDUS

Flikschuh (Katrin), Ipy (Lea), eds - *Kant and Colonialism. Historical and Critical Perspectives*. - Oxford, Oxford University Press, 2014. XII + 256 p. Index.

On ne retient souvent de Kant que l'image d'Épinal du penseur des Lumières au cosmopolitisme orienté vers la paix. Néanmoins, des travaux critiques récents ont semé le trouble sur le caractère irréprochable du pedigree universaliste de Kant. D'une part, le rationalisme intrinsèque à son cosmopolitisme libéral a été accusé de trahir une conception eurocentrique de la marche du monde, faisant du berceau des Lumières le centre de la modernité à partir duquel la raison aurait à se propager, ce qui aurait ainsi posé les fondations idéologiques de l'expansion coloniale européenne. La critique a acquis une actualité nouvelle avec la croissance exponentielle de la littérature consacrée à la justice globale (et qui emprunte largement, par l'intermédiaire de Rawls, au cadre kantien). D'autre part, la redécouverte des travaux relativement méconnus de Kant dans les domaines de la géographie et de l'anthropologie a révélé que le philosophe prussien avait joué un rôle majeur dans la validation scientifique du concept de race, et qu'il s'était fait pendant un temps le porte-voix de la thèse d'une inégalité des races. Mais si l'universalisme de Kant s'est pendant longtemps trouvé en porte-à-faux avec son appréhension raciste des peuples non européens, ce dernier a cependant fini par désavouer cette incohérence. Secoué au tournant des années 1790 par le processus révolutionnaire engagé en France, Kant revoit ses positions et renie ses hiérarchisations anthropologiques antérieures. De telle sorte que, ironiquement, seules les œuvres tardives de Kant font preuve de cet universalisme inconditionnel pour lequel il est aujourd'hui reconnu.

Le débat qui fait rage autour de l'héritage intellectuel et politique de Kant oppose ceux qui préfèrent insister sur ce revirement cosmopolite tardif à ceux qui voient en lui un des initiateurs d'une tradition funeste dans la philosophie allemande. Autant dire qu'il n'a donc rien d'une conversation feutrée. L'ouvrage collectif, édité par

Katrin Flikschuh et Lea Ipy, sur le traitement de la question du colonialisme au sein de l'œuvre de Kant se conçoit comme partie prenante de cette âpre discussion et semble avoir pour objectif d'éviter que l'image de Kant ne soit définitivement ternie par la controverse qui entoure la redécouverte de ses propos sur l'infériorité des peuples non européens. Il s'agit en tout cas de réexaminer avec minutie, rigueur et sérieux les différentes pièces du dossier sous l'angle du colonialisme, de sa justification puis de son rejet par Kant afin d'en revenir à une conclusion plus équilibrée, et notamment de souligner la radicalité de son revirement politique tardif. Car, en dépit de ses vues racistes antérieures, Kant en est finalement venu à formuler l'une des critiques les plus fortes et articulées du colonialisme dans un contexte intellectuel où cette dénonciation était tout à fait minoritaire. Tout l'objet de l'ouvrage collectif est donc de recouvrer, d'une part, les motifs philosophiques profonds qui ont amené à ce basculement et de tirer, d'autre part, les conséquences politiques de cette condamnation ferme de toute entreprise coloniale, notamment pour la pensée cosmopolitique.

On doit à des experts reconnus de Kant les articles qui composent ce recueil et abordent les diverses facettes de la question coloniale dans l'œuvre de Kant, telles que le droit des peuples sans État (A. Stilz montre que Kant leur reconnaît une série de droits étonnamment conséquente), le rôle de la résistance face à des ambitions impériales (S. Muthu soutient en ce sens, contre la doxa, que Kant défend la légitimité de certains motifs de résistance à la domination coloniale), ou les ambiguïtés des relations commerciales (L. Ypi souligne combien le commerce, loin d'être chez Kant uniquement le vecteur par excellence de la paix, peut aussi apparaître, dans la troisième *Critique*, comme le moyen d'un asservissement colonial). Si toutes les contributions méritent de retenir l'attention, on retiendra particulièrement l'article de A. Pagden qui ouvre le livre par un délicat exercice définitionnel dégagant la spécificité du colonialisme moderne, fondé sur l'exploitation économique, à partir d'une analyse des modèles coloniaux grec et romain, visant l'appropriation territoriale. P. Kleingeld, s'intéresse aux arrière-pensées colonialistes tardives de Kant, qui l'ont poussé à revoir dramatiquement sa position après 1790. A. Ripstein offre une reconstruction analytique précise de l'illégitimité du colonialisme pour Kant en examinant sa relation avec la guerre

et la conquête. P. Niesen se demande si la condamnation kantienne du colonialisme pourrait conceptuellement ouvrir la porte à des demandes de réparations postcoloniales. Enfin, M. Ajei et K. Flikschuh nous mettent en garde contre la dénonciation complaisante du racisme chez Kant et suggèrent que la mentalité coloniale n'appartient pas exclusivement au passé de la pensée politique.

Bien documenté, faisant preuve d'une grande rigueur analytique voire parfois d'une technicité un peu rébarbative, les articles sont sans exception dignes d'intérêt et apportent chacun leur propre pierre à l'édifice. On ne formulera que deux regrets concernant le volume. D'une part, l'approche méthodologique retenue, celle d'une exégèse minutieuse des textes de Kant, contraint le débat à se tenir dans un espace fort restreint. Car le colonialisme reste un thème marginal dans l'œuvre de Kant, où il n'est évoqué qu'en de rares occurrences. D'autre part, cette volonté de clarification exégétique des textes de Kant signifie que bien souvent le débat avec ses critiques ne se fait que par la bande, et que les arguments ne se répondent qu'indirectement. Mis à part ces maigres réserves, il s'agit d'un livre qui fera date dans l'étude de la pensée politique de Kant, témoignant d'un engagement passionné avec les risques et les promesses de ses implications politiques.

Martin Deleixhe -

Université catholique de Louvain

Kahan (Alan S.) - *Tocqueville, Democracy, & Religion. Checks & Balances for Democratic Souls*. - Oxford, Oxford University Press, 2015.
x + 246 p. Annexe méthodol. Bibliogr. Index.

Le livre de Alan S. Kahan traite d'un sujet qui, à l'exception d'Agnès Antoine, a été négligé par les spécialistes. La religion est, selon Tocqueville, essentielle en démocratie car elle contrebalance ses tendances individualistes et matérialistes. En élevant l'individu au-dessus de lui-même et du bien-être matériel, elle contribue à sauver la grandeur de l'homme et la liberté. Une première partie du livre reconstitue la théorie tocquevillienne de la religion. La seconde étudie son application en Amérique, en France, en Angleterre, en Irlande, en Inde et en Algérie. Tocqueville n'a pas une vision uniforme de la religion. Ses jugements tiennent compte des spécificités nationales, de chaque religion et des différences

internes au christianisme. A. S. Kahan termine son étude par une défense de l'actualité de la conception tocquevillienne de la religion et de sa supériorité sur celle de Weber. Le livre est complété par une annexe où Kahan discute des problèmes méthodologiques en précisant ses rapports avec les thèses de Quentin Skinner. C'est un livre important pour les lecteurs de Tocqueville. Il offre une étude exhaustive, précise et nuancée qui tient compte de tous les textes.

Cette démarche soulève naturellement des interrogations. Tocqueville, selon A. S. Kahan, n'a pas seulement des affinités avec les moralistes, en particulier La Bruyère. Il est d'abord un moraliste et le fondateur d'une nouvelle science morale, destinée à assurer la liberté et la grandeur de l'homme en démocratie. A. S. Kahan tente de le montrer à partir du célèbre texte où Tocqueville évoque une nouvelle science politique. Or, il oppose ici les classes les plus morales, les plus instruites et les plus puissantes à la démocratie abandonnée à ses instincts sauvages. Comme les membres des premières ne sont pas inclus dans la seconde, « démocratie » désigne ici le peuple, c'est-à-dire les classes inférieures qui terrorisent les premières en faisant irruption sur la scène de la politique et de l'histoire. Le sens de la nouvelle science politique est donc de renforcer les classes supérieures. Quel est le lien entre la moralité et la classe ? Tant qu'on n'a pas montré que la première n'est pas dépendante de la seconde, le lecteur sceptique peut juger que les phrases sur la grandeur et la liberté sont creuses ou, pire, aristocratiques et antidémocratiques, c'est-à-dire idéologiques au sens marxiste. La religion n'est-elle pas valorisée en tant qu'héritage aristocratique (p. 70) ? Dans ces conditions, pourquoi les « vrais » démocrates devraient-ils accepter une grandeur et une liberté qui ont besoin de la religion ?

A. S. Kahan soutient que le contrepois offert par la religion est supérieur à ceux du panthéisme, de la poésie et de la science en raison de son supériorité à la démocratie (p. 71 et 201). Or, comme d'après Tocqueville, la religion en Amérique règne bien moins comme doctrine révélée que comme opinion commune, c'est-à-dire de la majorité (p. 129-130), la religion et l'opinion deviennent difficiles à discerner. « La foi dans l'opinion y deviendra une sorte de religion dont la majorité sera le prophète » (*De la démocratie en Amérique*, II, I, 2). On comprend aisément que la religion arrache l'homme à sa médiocrité si elle a une source transcendante. Mais la présenter comme